

Philippe Waechter : « L'Europe doit avoir sa propre trajectoire »

Rencontre De quoi dépend la croissance de l'Europe ? D'elle-même ou du reste du monde ? Philippe Waechter, directeur de la recherche économique chez Natixis, en débat

La période est complexe. Les certitudes d'hier n'en sont plus. La dynamique de l'économie globale s'est profondément modifiée. À quelques jours d'un référendum déterminant sur l'avenir de l'Angleterre, Philippe Waechter, le directeur de la recherche économique chez Natixis, nous donne sa grille de lecture sur la croissance européenne. Il était en conférence à Nice à l'invitation de la Banque Populaire Côte d'Azur et a rencontré les membres du Club de l'Éco de Nice-Matin.

Patrick Tosello, BPCA. Dans quel schéma est-on ?

La croissance européenne doit s'observer au regard de la dynamique de l'économie globale. Cette dynamique n'a plus du tout les mêmes ressorts depuis l'arrivée de la Chine en 2000, la crise aux États-Unis en 2009 et la production des pays émergents qui égale celle des pays développés. L'environnement géographique et la dynamique d'innovation ne sont plus les mêmes. L'enjeu pour l'Europe aujourd'hui est qu'elle trouve sa propre trajectoire de croissance. Une trajectoire qui soit suffisamment robuste pour générer de l'emploi et des revenus et qui crée une zone euro satisfaisant les intérêts de chacune de ses composantes. Il ne faut pas attendre d'impulsion venant d'autres pays du monde. L'Europe doit se donner les capacités de repartir de l'avant seule. Le challenge est de trouver des réponses au manque de croissance et c'est complexe.

Avec des taux d'intérêts si bas, pourquoi l'économie ne repart pas plus vite ?

Ce qui est troublant dans l'économie occidentale, c'est qu'on ne voit apparaître de tension nulle part, ni sur les salaires, ni sur les prix. Il semble que, face à un choc persistant, même lorsque les conditions sont favorables, les entreprises restent en attente, de peur de subir un deuxième choc. C'est très perturbant à observer. Le choix de politique budgétaire et monétaire très restrictive, fait post-crise de 2009, a entraîné une récession de six trimestres... Même si, depuis 2012-2013, la BCE a changé de stratégie, il apparaît que c'est insuffisant.

Olivier Vincent, Bpifrance. Si on réfléchit par rapport aux pays qui ont de meilleurs résultats, l'Allemagne a une pyramide des



Philippe Waechter au Club de l'Éco de Nice-Matin : « L'Europe doit trouver une dynamique interne un peu plus robuste et durable. » (Photo Franz Bouton)

âges vieillissante. Cela contribue-t-il à la meilleure santé de ses emplois ?

Qu'on soit en France ou en Allemagne, une croissance de 1 % crée peu d'emplois. 100 000 emplois créés en France en 2015. Quand on a un choc économique, on a une accumulation de personnes au chômage. Et le stock croît tant qu'il n'y a pas de reprise robuste. Il y a deux différences avec l'Allemagne : le temps partiel y a été pris en charge par l'État, ça a permis aux entreprises d'embaucher au fil des besoins et de résorber le chômage plus vite. Et effectivement, le flux de jeunes

« Il faut un effort d'investissement public considérable. »

arrivant sur le marché du travail est plus faible qu'en France. On n'a pas du tout l'engorgement français. Si l'Allemagne peut se satisfaire d'une croissance autour des 1 %, pour nous, c'est insuffisant. Ce que je trouve préoccupant, c'est que j'ai le sentiment qu'on se satisfait des conditions de croissance dans lesquelles on évolue en France.

C'est-à-dire ?

On était à 2 % de croissance entre le milieu des années 1970 et 2007, on est depuis sur des rythmes très lents : en dessous de 1 %. On espère 1, 5 % cette année. Ça

reste insuffisant. On ne peut imaginer que, spontanément, l'économie crée beaucoup d'emplois. L'investissement public est nécessaire pour créer une impulsion et changer la donne. Le souhait de la BCE est de créer une dynamique interne à l'Europe un peu plus robuste, un peu plus durable, ça commence à se voir sur la consommation et l'investissement mais il faut faire un effort considérable sur l'investissement public pour que la croissance européenne progresse.

Quitte à creuser le déficit public ? On s'en fiche. Les taux sont à zéro.

Mais les règles imposées par l'Europe...

Les règles, on voit bien qu'elles ne tiennent pas. Qui les suit ? Pas ceux qui s'en sortent le mieux, à l'exception de l'Allemagne. L'Espagne et le Royaume-Uni sont chacun à 5 % de déficit public. L'arbitrage aujourd'hui, c'est de se laisser accepter une dette publique plus élevée en prenant le risque d'être sur une trajectoire de croissance plus forte ou est-ce que je me contrains à restreindre mon déficit avec une croissance plus lente. Il me semble que cela vaut la peine de se caler durablement sur une croissance à 1,5 %, beaucoup plus pertinente en matière d'emplois. Avec 1 %, si on resubit un choc, on replonge.

Michele Palmieri, Chambre de commerce italienne. Croyez-vous que plus de liberté dans les investissements suffise à

serait sûrement une bonne chose mais culturellement, y parviendra-t-on un jour ? Pour moi, l'élément clé est l'orientation commune et pour cela une volonté d'écrire une histoire commune. On voit bien dans le traitement de la crise des réfugiés qu'on en est loin.

Catherine Gaulier, BPCA. Cette histoire n'est-elle pas en train de s'écrire par les forces civiles, les entrepreneurs et écoles ?

Certes, mais il y a encore des contraintes trop pesantes. Pour s'installer dans un autre pays européen, pour y investir. Si on crée un marché unique qui n'est pas que de l'échange de marchandises mais qui permet aussi d'installer facilement des succursales qui produisent, alors l'histoire économique européenne s'écrira certainement beaucoup plus solidement. Et sera génératrice d'emplois européens.

Isabelle Graniou-Marniquet, l'Edhec. Quelles perspectives pour nos jeunes talents qui ont tendance à viser l'étranger plutôt que la France ?

Ce n'est pas grave qu'ils partent deux ou trois ans, au contraire. Ce qui compte, c'est qu'ils aient envie de revenir après. C'est une habitude qu'on n'avait pas en France. Contrairement aux États-Unis ou l'Angleterre. Notre flux de sortie se cale sur celui de nos voisins. La vraie question est quelle histoire politique leur écrit-on pour qu'ils aient envie de revenir ? C'est une question de société. Londres est attractive parce qu'on s'y amuse, parce qu'on fait partie de quelque chose. Est-ce qu'on présente la même offre en France ? La clé n'est pas économique, elle est sociétale.

Paul Obadia, Nice Expo. Quel risque d'éclatement si les Anglais sortent de l'Europe ?

C'est une vraie question. Qui était déjà évoquée avec la Grèce l'an dernier. Toute la construction européenne s'est faite par empilement. Si d'un seul coup, on enlève une brique, quid de l'édifice ? Là-dessus, on n'a pas franchement de réponse. On imagine les risques mais les liens tissés entre les pays avec la construction européenne sont si complexes qu'on ne sait pas vraiment comment le reste de la zone va réagir. Ce qui est certain est que tout changement brutal serait très difficile à encaisser.

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTELLE LEFEBVRE clefebvre@nicematin.fr

L'Archipel, une terre d'accueil pour les coworkers à Toulon

Le réseau Ouvert depuis septembre, l'espace de coworking L'Archipel s'installe dans une perspective de développement continue grâce notamment à sa capacité d'adaptation

C'est l'histoire d'une rencontre de type 3.0, entre trois jeunes issus du monde impitoyable de la com' et du marketing. Virginie Dardenne, Thomas Gabelle et Nicolas Potier se sont reconnus, lors d'un startup weekend, comme les potentiels associés qu'ils ont très vite devenus autour de L'Archipel, l'espace de coworking qu'ils ont créé à Toulon. En quelques mois, ils sont passés du sondage sur les réseaux sociaux à l'ouverture du local, 31, rue Chevalier-Paul dans le centre historique de la capitale varoise, le 8 septembre, à 8 h 08.

Le transit par Ulule a permis à la SAS qui les réunit de gagner ses premiers clients. La campagne a offert de collecter un peu plus de 9 000 € (311 % de l'objectif initial). Ce qui leur a ouvert les portes d'un monde très fermé : celui des banques. 60 000 € ont été capitalisés dans la société. Les trois jeunes patrons seraient pouvoir s'installer dans le centre-ville de Toulon. « C'est un lieu qui mérite d'être dynamisé, estimé-ils. On y voit du monde. L'idée, c'est de créer de l'activité économique et



L'Archipel, un esprit startup pour décloisonner l'univers de travail. (D.R.)

du développement. » Avec l'aide de la Ville, ils ont élu domicile dans un rez-de-chaussée. « On a créé le mobilier à partir de palettes. » Ce qui n'empêche pas L'Archipel de proposer tout le confort moderne dont ont besoin les coworkers. « On a fait le choix de proposer un panel de services intéressant dès le début, à un tarif parmi les plus compétitifs de France, soulignent-ils.

On propose plusieurs formules, et surtout, on s'adapte. » Pour le salaire, ils attendront de rentrer de la trésorerie régulière. Les bureaux et l'espace salon se sont ainsi remplis, loués à l'heure, à la journée, à l'année. Différents univers permettent différents types de travail, sérieux ou décontracté. Il y a aussi des animations, des conférences, des apéros, des cours de yoga...

« On est dans un esprit startup, mais sur autre chose que du numérique. Ce qui est sympa, c'est que les gens interagissent naturellement ensemble. »

Manque la fibre

Il ne manque que le très haut débit à L'Archipel. « La ville a fait le nécessaire pour raccorder. La fibre passe tout près d'ici. » Subsiste un obstacle : le coût réclamé par Orange pour amener le faisceau jusqu'au local (3 000 €) et l'abonnement mensuel (400 €). « C'est un manque à gagner. Des clients potentiels refusent de venir à cause de ça. Si la fibre arrive dans le centre ancien après la 5G, elle n'aura plus aucun intérêt. » Cela n'empêche les patrons de L'Archipel de scruter l'horizon à la recherche de développement. Virginie, Nicolas et Thomas ne manquent pas d'idées. Mais ils vont avoir besoin d'espace. « On a déjà récupéré une salle de réunion en face. Pour quoi ne pas avoir plusieurs zones dans Toulon, voire plusieurs zones dans d'autres villes. On peut imaginer l'ouverture d'îlots plus thématiques. Par exemple, pour les métiers de

Les fondateurs

Virginie, Thomas et Nicolas se sont rencontrés il y a un an et demi. Virginie Dardenne a travaillé 10 ans en agence de communication comme chef de projet web. Après un cursus à Ingémédia, Thomas Gabelle a beaucoup travaillé dans le milieu des startups. Illustrateur sonore, il était aussi conseiller en stratégie marketing. Nicolas Potier, géographe de formation, s'est égaré (sic) dans la communication, dans la stratégie éditoriale. Il collabore au projet WeTube de Sonora Labs). Virginie et Nicolas se connaissaient du Village de la Com.

bouche, on peut créer des cuisines partagées. » D'île en île, L'Archipel entend continuer à décloisonner l'univers du travail en proposant des univers modernes, à un tarif attractif, tout en mesurant la nécessité de ne pas aller trop vite.

CATHERINE HENAFF
chenaff@nicematin.fr

L'ingénierie des flux de la BPCA facilite vos échanges bancaires

INTERVIEW



Arnaud Michelis
Expert Flux Bancaires

Les entreprises réalisent énormément de transactions avec leurs clients, fournisseurs, partenaires. Des solutions simples et efficaces existent avec la BPCA pour gérer au mieux ces entrées et sorties de façon sécurisée tout en gardant le contrôle global.

Quels sont les enjeux de la gestion des flux bancaires pour les entreprises ?

« La BPCA a mis en place des services d'expertise, en appui des agences, dédiés aux professionnels, commerçants, artisans, entreprises. Il en est ainsi de la problématique liée aux opérations bancaires qui sont au cœur de l'activité : virements SEPA, versements et règlements, e-commerce, cartes bleues... Le monde de l'entreprise évolue, la réglementation et les normes changent, le sujet est sensible pour les entreprises car les contraintes augmentent. Des solutions existent à la BPCA pour sécuriser, simplifier et optimiser les flux bancaires. »

Quelles solutions propose la BPCA ?

« Nous avons développé une solution innovante de gestion de flux financiers destinée à tous les professionnels. Le logiciel Turbo Suite Entreprise s'adapte à l'organisation de votre entreprise et s'interface avec vos applications existantes. C'est une solution globale, multi-comptes, multi-sociétés, multi-utilisateurs, multi-banques : toute la gestion des flux bancaires de l'entreprise est regroupée sur un même outil. La sécurité des opérations est le point fort de Turbo Suite Entreprise : elle s'effectue à tous les niveaux, de l'authentification de l'utilisateur à la signature numérique des ordres. Cette solution permet également au chef d'entreprise de valider des opérations lors de ses déplacements via son smartphone, sa tablette ou sa montre connectée. La BPCA assure une aide à la prise en main au moment de l'installation du logiciel dans l'entreprise. C'est une solution sûre, simple et efficace. »

Service client : **04 89 81 10 00**

(coût d'un appel local)

FACEBOOK.COM/BPCAZUR
TWITTER.COM/BPCA

"IL L'A FAIT"



Gianni Angelini
My Sushi, Monaco

Mon conseiller BPCA m'a proposé la Turbo Suite Entreprise depuis 6 ans. J'avais besoin d'un système pour gérer sur une même plateforme tous les flux financiers de mes sociétés, avec plusieurs comptes dans plusieurs banques. La solution BPCA m'a tout de suite convenue. Sans elle je perdrais aujourd'hui beaucoup de temps. C'est une solution idéale qui me permet de gérer à distance mes comptes en toute sécurité.

BANQUE POPULAIRE
CÔTE D'AZUR



ADDITIONNER LES FORCES. MULTIPLIER LES CHANCES